

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

UBS HOLDING (FRANCE) SA

Société anonyme au capital de 253 760 442,25 €.
Siège social : 69, boulevard Haussmann, 75008 Paris.
552 090 789 R.C.S Paris.

Exercice social du 01/01/2016 au 31/12/2016

Comptes sociaux et consolidés approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31/05/2017.

A. — Comptes annuels.

I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/16	31/12/15	Note
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0	0	
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	
Créances sur les établissements de crédit	63 464	81 407	4.1
Opérations avec la clientèle	0	0	
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	
Parts dans les entreprises liées	209 701	226 101	4.2
Immobilisations incorporelles	0	0	4.3
Immobilisations corporelles	38	41	4.3
Capital souscrit non versé	0	0	
Actions propres	0	0	
Autres actifs	5 215	9 311	4.4
Comptes de régularisation	7 445	6	4.5
Total actif	285 863	316 866	

Passif	31/12/16	31/12/15	Note
Dettes envers des établissements de crédit	18 000	5 000	4.1
Opérations avec la clientèle	0	0	
Autres passifs	0	18	4.4
Comptes de régularisation	283	305	4.5
Provisions	248	12 781	4.6
Dettes subordonnées	0	0	
Capital propres (hors FRBG)	267 333	298 762	
Capital souscrit	253 760	253 760	4.7/4.8
Primes d'émission	0	0	4.7
Réserves	19 127	17 765	4.7
Report à nouveau	83	-5625	4.7
Acompte sur dividende	0	0	4.7
Résultat de l'exercice	-5 638	32 862	4.7
Total passif	285 863	316 866	

II. — Compte de résultat.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

		2016	2015	Note
+	Intérêts et produits assimilés	0	0	5,1
–	Intérêts et charges assimilés	5	2	5,2
+	Revenus des titres à revenu variable	7 420	3 770	5,3
+	Commissions (produits)	0	0	
–	Commissions (charges)	0	0	
+/-	Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	
+/-	Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	
+	Autres produits d'exploitation bancaire	11 100	0	5,4
–	Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	
	Produit net bancaire	18 515	3 768	
–	Charges générales d'exploitation	– 11 186	– 5 906	5,5
+/-	Reprises et dotations aux amort. & prov./immobilisations	3	3	
	Résultat brut d'exploitation	29 698	9 671	
+/-	Coût du risque	0	0	5,6
	Résultat d'exploitation	29 698	9 671	
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	– 16 400	27 400	5,7
	Résultat courant avant impôt	13 298	37 071	
+/-	Résultat exceptionnel	0	0	
–	Impôt sur les bénéfices	18 935	4 209	5,8
	Résultat net	– 5 638	32 862	
	Résultat pondéré par action (en euro)	– 0,34	1,97	

III. — Annexe exercice clos le 31 décembre 2016.**1. Présentation générale de la société.**

L'activité d'UBS Holding (France) SA consiste essentiellement à gérer les participations d'UBS en France.

Au 31 décembre 2016, UBS Holding (France) SA est détenue à 99,99 % par UBS International Holdings BV, dont le siège est situé au Amstelplein 1, 1096 HA Amsterdam (Pays-bas) et est consolidée avec ses filiales dans les comptes du groupe UBS A.G., dont le siège social est situé au 45 Bahnhofstrasse à Zurich et au 1 Aeschenvorstadt à Bâle (Suisse).

2. Evénements marquants de l'exercice.

La société a eu recours à une subvention d'UBS AG cette année d'un montant 11.100 milliers d'euros afin d'améliorer la rentabilité du groupe en France. Le coefficient d'exploitation consolidé est de 80 % en 2016.

Par ailleurs, UBS Holding (France) SA a effectué une valorisation de ses filiales au 31 décembre 2016, ce qui a entraîné une dotation au provision sur titres de participation d'un montant de 16,4 millions d'euros.

Enfin, l'administration fiscale a mis en recouvrement au cours de l'exercice, l'impôt sur les sociétés relatif au contrôle fiscal qui s'est achevé l'année dernière, ce qui a conduit à reprendre la provision constituée en contrepartie de la charge d'impôt correspondante.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les états financiers sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux Etablissements de Crédit de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire (articles 1111-1 à 1124-61).

Ces comptes ont été arrêtés dans le respect des règles de prudence, de la permanence des méthodes d'évaluation et de la continuité de l'exploitation.

3.1. Immobilisations. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition conformément au règlement n° ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité conformément au règlement n° ANC 2014-07 article 1124-5.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

	Mode	Durée
Installations et Agencements	L	50 ans

Les articles des règlements ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatifs à la comptabilisation, amortissements dépréciation et évaluations des actifs sont applicables à notre société.

3.2. Titres de participation et filiales. — Les titres de participation regroupent les titres des sociétés dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la société.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité.

3.3. Comptabilisation des charges et des produits :

— Intérêts : Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

— Revenus des titres de participation : Les revenus des titres de participation sont enregistrés à leur date de mise en paiement.

3.4. Intégration fiscale. — En application des articles 223A et suivants du CGI, UBS Holding (France) SA est la société intégrante du groupe UBS en France.

En vertu de la convention d'intégration, UBS Holding (France) SA constate une charge d'impôt identique à ce qui aurait été en l'absence d'intégration. De plus, UBS Holding (France) SA reçoit de chaque société intégrée les acomptes d'impôt sur les sociétés, l'imposition forfaitaire

annuelle, les contributions supplémentaires et le solde d'impôt sur les sociétés dans les mêmes conditions que si la société intégrée n'appartenait pas au périmètre d'intégration fiscale.

L'option pour ce régime a été renouvelée au 31 décembre 2015 par tacite reconduction pour une durée de cinq ans.

4. Compléments d'information sur le bilan.
(Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros.)

4.1. Créances et dettes sur les établissements de crédit. — Les créances sur les établissements de crédit s'analysent comme suit :

	2016	2015
Comptes ordinaires débiteurs	63 464	81 407
Comptes et Prêts à terme	0	0
Créances rattachées	0	0
	63 464	81 407
Dont opérations avec les établissements liés	63 425	81 194

Toutes les créances avec les établissements de crédit ont une durée inférieure à 1 an.

Les dettes sur les établissements de crédit s'analysent comme suit :

	2016	2015
Comptes et emprunts à terme	18 000	5 000
	18 000	5 000
Dont opérations avec les établissements liés	18 000	5 000

Toutes les dettes avec les établissements de crédit ont une durée inférieure à 1 an.

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale et par principe de prudence, une dépréciation est constituée lorsqu'apparaît une perte probable.

4.2. Parts dans les entreprises liées :

Dénomination	Adresse du siège social	Part de capital détenue	31/12/16			31/12/15
			Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Part dans les entreprises liées						
UBS Securities France SA	69, bd Haussmann - 75008 Paris	99 99 %	61 899	16 400	45 499	61 899
UBS Asset Management SA	69, bd Haussmann - 75008 Paris	NS	1	0	1	1
UBS (France) S.A.	69, bd Haussmann - 75008 Paris	99 99 %	360 831	196 630	164 201	164 201
Total			422 731	213 030	209 701	226 101

4.3. Immobilisations :

Intitulés	Immobilisation			Amortissement			Provision	Valeur nette comptable
	Début exercice	Mvt	Fin exercice	Début exercice	Mvt	Fin exercice		
Immobilisations incorporelles								
Frais d'acquisition	3 874	0	3 874	- 3 874	0	- 3 874	0	0
Total	3 874	0	3 874	- 3 874	0	- 3 874	0	0
Immobilisations corporelles								
Installations et agencements	163	0	163	- 121	- 3	- 125	0	38
Total	163	0	163	- 121	- 3	- 125	0	38
Total	4 037	0	4 037	- 3 995	- 3	- 3 998	0	38

4.4. Autres actifs / passifs. — Les postes du bilan « Autres actifs » et « Autres passifs » sont constitués des éléments suivants :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Débiteurs et Créiteurs divers	138	0	0	18
Créances/dettes fiscales	5 077	0	9 311	0
	5 215	0	9 311	18

Le poste créances fiscales correspond principalement à l'impôt groupe d'un montant de 9.468 milliers d'euros diminué des acomptes 2016 pour un montant de 9.597 milliers d'euros, de l'IS à recevoir des filiales pour un montant de 3.911 milliers d'euros ainsi que du solde carry back restant à imputer pour 1.711 milliers d'euros.

4.5. Comptes de régularisation actif / passif. — Les comptes de régularisation actif et passif se composent des éléments suivants :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif

Produits à recevoir / Charges à payer	7 445	283	0	305
Charges constatées d'avance	0	0	6	0
	7 445	283	6	305

Le poste produits à recevoir à l'actif en 2016 correspond au montant de l'abandon de créance qui a été versé par UBS AG début 2017 pour 3.100 milliers d'euros et à la créance correspondant à la part du contrôle fiscal qu'UBS France doit à UBS Holding pour un montant de 4.344 milliers d'euros.

4.6. Provisions :

	2015	Dotation	Reprise Utilisation	2016
Provision risques divers	12 781	11	12 544	248
	12 781	11	12 544	248

La reprise de 12.544 milliers d'euros correspond à la provision pour contrôle fiscal mis en recouvrement en 2016 pour un montant identique.

4.7. Capitaux propres :

	Capital	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes	Total
Au 31 décembre 2014	253 760	17 765	0	- 13 725	8 100	0	265 900
Affectation				8 100	- 8 100		
Résultat 2015					32 862		
Au 31 décembre 2015	253 760	17 765	0	- 5 625	32 862	0	298 762
Affectation		1 362		5 708	- 32 862	25 792	
Résultat 2016					- 5 638		
Au 31 décembre 2016	253 760	19 127	0	83	- 5 638	0	267 333

L'assemblée générale mixte du 31 mai 2016 a procédé à l'affectation suivante :

Bénéfice de l'exercice	32 861 394,40 euros
Report à nouveau	- 5 624 966,42 euros
Dotation à la réserve légale	- 1 361 822,00 euros
Total distribuable	25 874 605,98 euros
Dividendes € 1.55 par action	- 25 792 044,95 euros
Solde en Report à nouveau	82 561,03 euros

4.8. Capital social :

	2016	2015
UBS International Holdings B.V. (Amsterdam)	16 640 017	16 640 017
Autres	12	12
	16 640 029	16 640 029

A la clôture de l'exercice 2016, le capital social est fixé à 253 760 442,25 euros et est divisé en 16 640 029 actions ordinaires d'une valeur nominale de 15,25 euros.

5. Compléments d'informations sur le compte de résultat (tous les montants sont indiqués en milliers d'euros).

5.1. Intérêts et produits assimilés. — Ce poste représente essentiellement les intérêts sur les placements de trésorerie de la société, dont les intérêts reçus de sa filiale UBS (France) S.A. Aucun intérêt n'a été perçu en 2016.

5.2. Intérêts et charges assimilés. — Ce poste représente essentiellement les intérêts sur l'emprunt auprès de UBS AG pour un montant de 3 milliers d'euros et auprès d'UBS France pour un montant de 2 milliers d'euros en 2016.

5.3. Revenus des Titres à revenu variable. — Ce poste correspond aux dividendes reçus de ses filiales pour un montant de 7.420 milliers d'euros en 2016 contre 3.770 milliers d'euros en 2015.

5.4. Autres produits d'exploitation bancaire. — Ce poste correspond essentiellement à l'abandon de créance consenti par UBS AG d'un montant de 11.100 milliers d'euros.

5.5. Charges générales d'exploitation. — Les charges générales d'exploitation se détaillent comme suit :

	2016	2015
Impôts et taxes	0	1
Locations	2	2
Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	1 150	1 407
Autres services extérieurs	195	193
Provision pour risques et charges	- 12 533	- 7 508
	- 11 186	- 5 906

Le poste provision pour risques et charges regroupe les dotations et reprises en nets.

5.6. Coût du risque. — Aucun élément n'a été reporté en coût du risque.

5.7. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

	2016	2015
Moins-values sur cession d'immobilisations financières	0	0
Dépréciation titres de participation dans les entreprises liées	- 16 400	0

Reprise dépréciation titres de participation	0	27 400
	- 16 400	27 400

Une dotation au provision de 16.400 milliers d'euros sur les titres UBS Securities France SA a également été effectuée du fait d'une nouvelle valorisation au 31/12/2016 des filiales de la société.

5.8. Situation fiscale :

	2016	2015
Bénéfice comptable avant impôt	13 298	37 071
Différences temporaires	- 12 533	- 7 508
Différences permanentes	9 054	- 30 982
Imputation déficit		
Bénéfice (perte) fiscal	9 819	- 1 419
Impôt sur les sociétés (intégration fiscale - groupe)	- 9 588	- 11 305
Impôt sur les sociétés (intégration fiscale - filiales)	3 911	7 606
Autres impôts sur les sociétés	- 13 378	- 528
Crédit d'impôt	120	17
Impôts (à payer)/à recevoir	- 18 935	- 4 209

Le montant de l'impôt sur les sociétés du groupe intégré est de (9.588) milliers d'euros avant imputation du crédit d'impôt. Le montant reçu des filiales au titre de la convention d'intégration fiscale de 3.911 milliers d'euros correspondant à l'IS d'intégration des filiales. Le montant des autres impôts sur les sociétés de (13.378) correspond essentiellement à l'impôt sur les sociétés relatif au redressement fiscal mis en recouvrement en 2016.

5.9. Impôt sur intégration fiscale. — L'économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'utilisation au niveau du groupe intégré des déficits fiscaux cumulés reportables des filiales de la société s'élève à 82.2 millions d'euros.

5.10. Rémunération des organes de direction. — Aucun jeton de présence n'a été distribué aux membres du conseil d'administration d'UBS Holding (France) SA.

5.11. Evénements postérieurs à la clôture. — Depuis le 31 décembre 2016, il n'est survenu aucun événement important susceptible d'avoir une incidence sur les comptes 2016.

IV. — Attestation des Commissaires aux comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède, selon les modalités décrites dans la note 3.2 de l'annexe des comptes annuels, à des estimations comptables portant sur l'évaluation des titres de participation et des provisions. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et Informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris et Paris-La Défense, le 16 mai 2017

Les Commissaires aux Comptes :

DENJEAN & ASSOCIES :
Thierry Denjean ;

ERNST & YOUNG Audit :
Luc Valverde.

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est disponible pour consultation au siège social.

B. — Comptes consolidés IFRS.

I. — Bilan au 31 décembre 2016. (En milliers d'euros.)

Actif	2016	2015	Note
Caisse, banques centrales, CCP	110 077	327 407	6.1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	

Instruments dérivés de couverture	649	1 726	6.2
Actifs financiers disponibles à la vente	2	3	6.3
Prêts et créances sur les établissements de crédits	485 664	194 792	6.4
Prêts et créances sur la clientèle	2 263 917	2 012 084	6.5
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	94	116	6.6
Actifs d'impôts courants	5 077	9 309	6.7
Actifs d'impôts différés	9 939	6 287	6.7
Comptes de régularisation et actifs divers	44 338	40 682	6.8
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0	0	
Immeubles de placement	0	0	
Immobilisations corporelles	2 251	3 106	6.9
Immobilisations incorporelles	1 980	467	6.9
Ecart d'acquisition	13 197	13 829	6.10
Total actif	2 937 184	2 609 809	

Passif	2016	2015	Note
Banques centrales, CCP	20	75	6.1
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	
Instruments dérivés de couverture	649	1 726	6.2
Dettes envers les établissements de crédit	1 926 551	1 729 760	6.4
Dettes envers la clientèle	781 445	619 056	6.5
Dettes représentées par un titre	0	0	
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	
Passifs d'impôts courants	0	0	
Passifs d'impôts différés	581	0	
Comptes de régularisation et passifs divers	48 425	55 383	6.8
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Provisions techniques des contrats d'assurance	0	0	
Provisions pour risques et charges	10 301	23 069	6.11
Dettes subordonnées	0	0	
Capitaux propres	169 213	180 741	6.12
Capitaux propres part du groupe	169 213	180 741	6.12
Capital et réserves liées	253 760	253 760	6.12
Réserves consolidées	- 97 603	- 103 341	6.12
Gains ou pertes latents ou différés	0	0	
Résultat de l'exercice	13 056	30 322	6.12
Intérêts minoritaires	0	0	
Total passif	2 937 184	2 609 809	

II. — Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

		2016	2015	Note
+	Intérêts et produits assimilés	26 168	25 245	8.1
-	Intérêts et charges assimilées	3 974	4 056	8.1
+	Commissions (produits)	86 481	101 926	8.2
-	Commissions (charges)	1 442	1 453	8.2
+/-	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-0	1	
+/-	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	0	0	
+	Produits des autres activités	18 687	10 399	8.3
-	Charges des autres activités	5 165	6 966	8.3
	Produit net bancaire	120 754	125 096	

–	Charges générales d'exploitation	81 833	82 364	8.4
–	Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 905	1 353	
	Résultat brut d'exploitation	37 016	41 379	
+/-	Coût du risque	6	-2	8.5
	Résultat d'exploitation	37 022	41 377	
+/-	Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	
+/-	Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	
+/-	Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	
	Résultat avant impôt	37 022	41 377	
–	Impôt sur les bénéfices	23 966	11 055	8.6/8.7
+/-	Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	
	Résultat net	13 056	30 322	
+/-	Autres éléments du résultat (OCI)	0	0	
	Résultat global	13 056	30 322	
–	Intérêts minoritaires	0	0	
	Résultat pondéré par action (en euro)	0,78	1,82	
	Résultat dilué pondéré par action (en euro)	0,78	1,82	

III. — Tableau de variation des capitaux propres.
(En milliers d'euros.)

	Capital	Réserves consolidées	Résultat	Dividendes	Capitaux propres	dont Parts du Groupe
Au 31 décembre 2014	253 760	– 94 783	– 9 822		149 155	
Correction provision badwill Lloyds - Ecart d'acquisition		1 264				
Au 31 décembre 2014 - Corrigés	253 760	-93 519	-9 822		150 419	
Affectation Résultat 2014		– 9 822	9 822			
Résultat 2015			30 322			
Au 31 décembre 2015	253 760	-103 341	30 322		180 741	
Correction solde d'ouverture		1 208				
Affectation Résultat 2015		4 530	-30 322	25 792		
Résultat 2016			13 056			
Total des mouvements de la période		5 738	-17 266	25 792	-11 528	
Au 31 décembre 2016	253 760	-97 603	13 056	25 792	169 213	169 213

Tableau des flux de trésorerie.
(En milliers d'euros.)

Flux de trésorerie net des activités opérationnelles		31/12/16	31/12/15
		Conso	Conso
Bénéfice net après impôt (i)	A	13 056	30 322
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	B	1 905	1 353
Dotations nettes aux provisions (dont provisions techniques d'assurances)	C	– 12 916	– 14 066
Quote-part de bénéfice (perte) du groupe dans les sociétés mises en équivalence	D	0	0
Impôts différés	E	0	0
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	F	0	0
Variation des produits constatés d'avance	G	953	– 703
Variation des charges constatées d'avance	H	0	– 1
Variation des produits courus non encaissés	I	-438	358
Variation des charges courues non décaissées	J	-190	– 859
Autres mouvements	K	– 2 444	– 629

Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et des autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur (II)	B+C+D+E+F+ G+H+I+J+K	- 13 131	- 14 547
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur (1) (III)	L	0	0
Opérations interbancaires	M	204 815	- 29 597
Opérations avec la clientèle	N	-97 610	157 226
Opérations sur autres actifs / passifs financiers (1)	O	9	- 12
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	P	1 335	- 4 320
Augmentation / diminution nette des actifs / passifs opérationnels (IV)	M+N+O+P	108 549	123 296
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) = (I) + (II) + (III) + (IV)		108 475	139 071
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	Q	22	0
Immobilisations corporelles et incorporelles	R	- 1 931	- 791
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	Q+R	- 1 909	- 791
Flux de trésorerie des activités de financement			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	S	-25 792	0
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	T	0	0
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	S+T	-25 792	0
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)		80 774	138 280
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	U	327 407	21 627
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	V	174 709	342 209
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	W	110 078	327 407
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	X	472 813	174 709
Variation de trésorerie et des équivalents de trésorerie	W+X-U-V	80 774	138 280

IV. — Annexe.

Exercice clos le 31 décembre 2016

1. Présentation générale du groupe.

En France, le Groupe constitué par UBS Holding (France) SA et ses filiales intervient dans les activités suivantes : banque privée, gestion d'actifs et conseil aux entreprises en matière d'ingénierie financière ainsi que l'ensemble des services d'investissement tels que définis par la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières.

Au 31 décembre 2016, UBS Holding (France) SA, détenue à 99,99 % par UBS International Holdings BV dont le siège social est situé au Amstelplein 1, 1096 HA Amsterdam (Pays-Bas), est consolidée avec ses filiales dans les comptes du groupe UBS A.G., dont le siège social est situé au 45 Bahnhofstrasse à Zurich et au 1 Aeschenvorstadt à Bâle (Suisse).

2. Evénements marquants de l'exercice.

2.1. Activité de l'exercice. — La société a eu recours à une subvention d'UBS AG cette année d'un montant 11.100 milliers d'euros afin d'améliorer la rentabilité du groupe en France. Le coefficient d'exploitation consolidé est de 80% en 2016.

UBS Holding (France) SA a effectué une mise à jour de la valorisation de ses filiales au 31 décembre 2016.

La Société UBS (France) S.A. a été mise en examen en date du 18 mars 2015 par ordonnance des magistrats en charge de l'instruction judiciaire. Les chefs d'accusation sont détaillés au point 6.15 de la présente annexe.

L'administration fiscale a mis en recouvrement au cours de l'exercice, l'impôt sur les sociétés relatif au contrôle fiscal qui s'est achevé l'année dernière, ce qui a conduit à reprendre la provision constituée en contrepartie de la charge d'impôt correspondante.

3. Principes de consolidation applicables au groupe.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe a utilisé le format d'états de synthèse proposé par la recommandation n° 2004 R03 du 27 octobre 2004 du Conseil national de la comptabilité.

3.1. Méthodes de consolidation :

— Intégration globale : Les entreprises du Groupe sont contrôlées de manière exclusive et sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie comme le pouvoir de diriger ses politiques financières et opérationnelles afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

– soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale,

– soit du pouvoir de désigner ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale, ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de ces organes,

– soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

3.2. Périmètre de consolidation. — Le périmètre de consolidation est constitué au 31 décembre 2016 des sociétés ci-dessous.

Ces sociétés sont toutes détenues directement ou indirectement à plus de 95 % par UBS Holding (France) SA (n° SIRET 552 090 789 00033), et sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

UBS Securities France SA

n° SIRET 682 010 095 00052

UBS (France) S.A

n° SIRET 421 255 670 00018

UBS Immobilier (France) SA

n° SIRET 428 756 332 00014

Filiales	Adresse du siège social	Méthode de consolidation	% de contrôle (direct et indirect)		% d'intérêts	
			2016	2015	2016	2015
UBS Securities France SA	69, bd Haussmann - 75008 Paris	IG	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
UBS (France) S.A.	69, bd Haussmann - 75008 Paris	IG	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
UBS Immobilier (France) SA	69, bd Haussmann - 75008 Paris	IG	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %

3.3. Règles de consolidation :

— Retraitements et éliminations : Les retraitements et reclassements nécessaires afin de rendre les comptes de l'ensemble des filiales consolidées conformes aux principes comptables du Groupe sont effectués.

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés.

3.4. Dates de clôture et d'arrêt des comptes. — Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été clôturés au 31 décembre et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 12 avril 2017.

4. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Ces comptes ont été arrêtés dans le respect des règles de prudence, de la permanence des méthodes d'évaluation et de la continuité de l'exploitation.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le groupe UBS Holding (France) SA (« le Groupe ») a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date (ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ce référentiel comprend les normes IFRS 1 à 8, IFRS 13 et les normes IAS (International Accounting Standards) 1 à 41, ainsi que leurs interprétations telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 31 décembre 2016.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2016

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS (amendement) utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	23 décembre 2015	1 ^{er} janvier 2016
IAS 1 (amendements) Présentation des états financiers – Initiative informations à fournir	19 décembre 2015	1 ^{er} janvier 2016
Améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS 5, IFRS 7, IAS 19 et IAS 34	16 décembre 2015	1 ^{er} janvier 2016
IAS 16 et IAS 38 (amendements) Clarification sur les modes d'amortissement acceptables	3 décembre 2015	1 ^{er} janvier 2016
IFRS 11 (amendements) Comptabilisations des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune	24 novembre 2015	1 ^{er} janvier 2016

Amendements à IAS 19 Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel	17 décembre 2014	Exercice ouvert à compter du 1 février 2015
Amélioration annuelles (2010-2012) des IFRS	17 décembre 2014	Exercice ouvert à compter du 1 février 2015

L'approbation des nouvelles normes n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Normes comptables, interprétations ou amendements d'application ultérieures adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2016 mais qui ne sont pas appliquées par anticipation :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Date d'entrée en vigueur
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	12/04/2016	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 9 Instruments financiers	24/07/2014	1 ^{er} janvier 2018

4.1. Conversion des actifs et passifs libellés en devises. — Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au taux de change de la clôture de l'exercice conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 26 novembre 2014. Les pertes ou gains résultant de ces conversions ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Le montant des opérations en devise en contre-valeur euro dans les comptes au 31 décembre 2016 s'élève à :

	K EUR
Total actif	200 019
Total passif	200 019

4.2. Prêts et créances. — Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable non cotés sur un marché actif. Ils comprennent les prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils sont comptabilisés, après leur comptabilisation initiale, au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation.

Le Groupe apprécie en premier lieu s'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu après la mise en place d'un prêt ou d'un groupe de prêts, susceptible de générer une perte de valeur. Il peut s'agir des prêts présentant des échéances impayées depuis au moins trois mois, des encours faisant l'objet d'une procédure contentieuse ou lorsque la situation financière de la contrepartie est dégradée et se traduit par un risque de non recouvrement.

Une dépréciation est alors constatée par différence entre la valeur comptable et les flux attendus actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, déterminés en tenant compte de la situation financière du débiteur et de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les prêts déchus compromis garantis par une sûreté réelle dont la créance est supérieure à un montant plancher, une expertise est réalisée afin de déterminer le montant à provisionner. Pour les montants inférieurs à ce seuil et les dossiers non compromis, une estimation prudente prenant en compte la valeur d'acquisition du bien est réalisée.

Le montant de cette dépréciation est comptabilisé en « coût du risque » au compte de résultat et la valeur de l'actif financier est réduite par la constitution d'une dépréciation.

4.3. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. — Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers à revenu et maturité fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance et qu'il n'a pas choisi de classer en instruments financiers en juste valeur par résultat ou en instruments financiers disponibles à la vente.

La norme IAS 39 interdit, sauf exceptions limitées, la cession ou le transfert de ces titres avant l'échéance sous peine de faire l'objet d'une sanction interdisant au Groupe la classification de titres au sein de cette catégorie pendant deux périodes annuelles.

En date d'arrêté, les titres sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision est constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine. En cas d'amélioration ultérieure, la provision excédentaire devenue sans objet est reprise.

4.4. Actifs financiers disponibles à la vente. — Les actifs financiers disponibles à la vente constituent une catégorie par défaut et comprennent les actifs financiers non classés en prêts et créances, ni en actifs financiers détenus jusqu'à maturité ou en juste valeur par résultat.

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché au moment de leur acquisition et lors des arrêts ultérieurs jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres « gains ou pertes latents ou différés (OCI) ». Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation.

Une dépréciation est constatée en cas de baisse prolongée ou significative de leur juste valeur.

4.5. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture. — Au sens d'IAS 39, un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

— sa valeur fluctue est fonction d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix de matière première, de taux de change, d'index de prix de taux ou de crédit, ou d'autre variable appelée sous-jacent ;

— il requiert un investissement initial net faible ou nul ou plus faible qu'un instrument financier non dérivé pour avoir la même sensibilité à la variation du sous-jacent ;

— il est dénoué à une date future.

4.6. Dettes. — Les dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) ou à terme (compte d'épargne à régime spécial).

4.7. Immobilisations. — Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation c'est-à-dire utilisées à des fins administratives. Le Groupe ne détient pas d'immeubles de placement.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais d'acquisition directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Les coûts d'emprunt encourus lors de la construction ou l'adaptation des biens immobiliers ne sont pas activés.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le rythme de consommation estimé des avantages économiques attendus qui correspond généralement à la durée de vie du bien.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre.

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

	Mode	Durée
Logiciels informatiques	L	1 an
Installations et agencements	L	10/50 ans
Matériels de bureau	L	5 ans
Matériels informatiques	L	4 ans
Mobiliers de bureau	L	5 ans

4.8. Provisions. — Conformément aux principes comptables IFRS (IAS 37), une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'elle constitue une obligation actuelle de l'entité résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entité par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

La société ne comptabilise pas de provision au titre d'un passif éventuel constitutif :

— soit d'une obligation résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

— soit d'une obligation dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

4.9. Comptabilisation des charges et des produits :

— Intérêts, courtages et commissions : Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les courtages et commissions sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations ou en charges à payer ou à recevoir dans la période au cours de laquelle ils sont acquis.

— Revenus des titres de participation, titres de l'activité portefeuille et de placement : Les revenus des actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à la date de mise en paiement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenu fixe sont comptabilisés prorata temporis.

4.10. Intégration fiscale :

— Impôts exigibles : Intégration fiscale : En application des articles 223A et suivants du CGI, les filiales sont intégrées fiscalement dans le groupe UBS Holding (France) SA. En vertu de la convention d'intégration, chaque société enregistre une charge d'impôt identique à ce qui aurait été en l'absence d'intégration. Le montant de l'impôt sur les sociétés et contributions additionnelles est versé à UBS Holding (France) SA qui reste seule redevable de l'impôt vis-à-vis du Trésor.

L'option pour ce régime a été renouvelée au 31 décembre 2015 pour une durée de cinq ans.

— Impôts différés : Les impôts différés, s'il y a lieu, sont constatés sur les différences temporelles existantes à la date de clôture des comptes consolidés entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Des impôts différés actifs ne sont constatés sur les déficits fiscaux et les différences temporelles qu'après prise en compte des possibilités de récupération par les entités fiscales (sociétés ou groupe d'intégration fiscale) et sont limités au montant des impôts différés passifs en solde à la clôture de l'exercice.

4.11. Avantages au personnel :

— Avantages à court terme : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice.

Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

La participation des salariés est calculée, le cas échéant, dans chacune des sociétés du groupe suivant les règles de droit commun : ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986, enrichie et développée par la loi n° 2001-152 du 19 février 2001.

— Avantages postérieurs à l'emploi : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Le régime de retraite du personnel contractuel est un régime qualifié de « régime à cotisations définies », qui se caractérise par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser au salarié les montants qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ou aucun engagement ne figure dans les comptes du Groupe. Les cotisations payées aux organismes sont comptabilisées en charges de la période.

Les engagements sociaux du Groupe qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan en particulier les indemnités de départ à la retraite.

4.12. Provision bonus différés. — La société comptabilise les bonus différés de façon étalée conformément aux conditions d'octroi stipulées dans les plans.

4.13. Abandon de créances. — L'abandon de créance éventuellement accordé par UBS AG à la société devrait préférablement être traité en capitaux propres par référence au Cadre Conceptuel de l'IASB qui prévoit que les revenus n'incluent pas les augmentations de capitaux propres provenant des apports d'actionnaires.

Néanmoins, en l'absence de règle spécifique dans les normes IFRS sur le traitement des abandons de créance entre une société mère et sa fille, une autre méthode de comptabilisation par le compte de résultat est possible.

Par ailleurs, la créance d'UBS AG s'analyserait comme un instrument de dette car son remboursement ne serait pas sous le contrôle de l'émetteur (IAS 32, paragraphe 25) et qu'en conséquence son non-remboursement s'inscrirait au compte de résultat (IAS 32, paragraphes 36 et 41).

Compte tenu de l'essence de l'opération et de la diversité des principes et pratiques rappelés ci-dessus, le traitement en IFRS par le compte de résultat a été retenu.

5. Ratios prudentiels.

5.1. Ratio international de solvabilité. — Le ratio international de solvabilité constitue la mesure permettant d'apprécier la capacité des établissements financiers à faire face aux risques de crédit, de marché et au risque opérationnel.

Les établissements assujettis sont tenus de respecter en permanence un ratio de solvabilité, rapport entre le montant de leurs fonds propres et celui de l'ensemble de leurs risques pondérés, au moins égal à 8 %. Toutefois, l'ACPR a enjoint UBS Holding (France) SA de détenir des fonds propres consolidés d'un montant supérieur au montant minimal prévue par la réglementation applicable sur la base d'un ratio minimum de solvabilité sur fonds propres de base de 11 %, puis de 12 % à compter de mars 2015.

Les modalités de calcul sont définies selon les dispositions de l'arrêté du 20 février 2007 modifié par l'arrêté du 25 août 2010 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle prudentiel des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Au 31 décembre 2016 UBS Holding (France) SA a respecté cette exigence.

5.2. Contrôle des grands risques. — Tout établissement assujetti est tenu, dans les conditions prévues par le règlement 93-05 du 21 décembre 1993 relatif au contrôle des grands risques modifié par l'arrêté du 25 août 2010, de respecter en permanence un rapport maximum de 25 % entre l'ensemble des risques nets pondérés qu'il encourt du fait de ses opérations par bénéficiaire et le montant de ses fonds propres.

Lorsque ce bénéficiaire est un établissement de crédit, l'ensemble des risques nets pondérés n'excède pas 150 millions d'euros ou 25 % des fonds propres de l'établissement assujettis, le montant le plus élevé étant retenu.

5.3. Ratio de liquidité (LCR). — Le ratio de liquidité (LCR), mis en place à compter du 1er octobre 2015, est déterminé par le rapport du montant des actifs liquides de haute qualité (HQLA) sur le montant des sorties de trésorerie nette à court terme, et doit s'élever à 70% au minimum au 1er janvier 2016.

6. Compléments d'information sur le bilan et le hors-bilan. (Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros.)

6.1. Caisse, Banques Centrales. — La caisse et les créances sur la banque centrale s'analysent comme suit :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	229	0	238	0
Banque Centrale	109 848	20	327 169	75
	110 077	20	327 407	75

L'augmentation de la créance Banque centrale correspond au dépôt à la Banque de France d'un montant de 110 millions d'euros en 2016 contre 327 millions d'euros en 2015, dont 87 millions d'euros représentatif des actifs liquides de haute qualité pour le respect du ratio de liquidité à court terme LCR et 23 millions d'euros des réserves obligatoires.

6.2. Instruments dérivés de couverture :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif

Couverture de juste valeur	649	649	1 726	1 726
	649	649	1 726	1 726

Les montants correspondent à la mise à la juste valeur des couvertures sur certaines opérations de forward réalisées pour le compte de clients et intégralement couvertes auprès d'UBS AG.

Ces couvertures font l'objet d'une valorisation trimestrielle communiquée par UBS AG.

Le montant en 2016 est ventilé par échéance comme suit :

- Moins de 1 mois : 19
- 1 à 3 mois : 1
- Plus de 3 mois : 629
- Total : 649

6.3. Actifs financiers disponibles à la vente. — La ventilation du portefeuille titres conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 26 novembre 2014 est la suivante :

	2016	2015
Instruments de capitaux propres	2	3
	2	3

6.4. Opérations avec les établissements de crédit. — Les prêts et créances sur les établissements de crédit s'analysent comme suit :

	2016	2015
Comptes ordinaires débiteurs	480 802	190 949
Comptes et prêts à terme	4 862	3 843
	485 664	194 792
Dont opérations avec les établissements liés	480 827	190 700
Dont opérations à moins de 3 mois	484 164	194 792
Dont opérations entre 3 mois et 1 an	1 500	0
Dont opérations entre 1 et 5 ans	0	0
Dont opérations à plus de 5 ans	0	0

Les dettes envers les établissements de crédit s'analysent comme suit :

	2016	2015
Comptes ordinaires créditeurs	7 997	16 216
Comptes et emprunts à terme	1 918 554	1 713 544
	1 926 551	1 729 760
Dont opérations avec les établissements liés	1 925 963	1 725 784
Dont opérations à moins de 3 mois	351 543	1 195 562
Dont opérations entre 3 mois et 1 an	935 215	209 853
Dont opérations entre 1 et 5 ans	605 293	324 345
Dont opérations à plus de 5 ans	34 500	0

6.5. Opérations avec la clientèle. — Les prêts et créances sur la clientèle s'analysent comme suit :

	2016	2015
Comptes ordinaires débiteurs	361 562	391 027
Comptes et prêts à terme	1 901 850	1 612 260
Créances douteuses	505	8 797
	2 263 917	2 012 084
Dont opérations avec les établissements liés	0	0
Dont opérations à moins de 3 mois	497 268	831 271
Dont opérations entre 3 mois et 1 an	1 126 418	809 796
Dont opérations entre 1 et 5 ans	605 677	370 940
Dont opérations à plus de 5 ans	34 554	77

Les créances douteuses s'analysent comme suit :

	Encours créances douteuses			Provision créances douteuses			Encours nets
	31/12/15	Variation	31/12/16	31/12/15	Variation	31/12/16	31/12/16
Créances clients	9 738	-8 390	1 348	941	-98	843	505

Les dettes envers la clientèle s'analysent comme suit :

	2016	2015
Comptes ordinaires créditeurs	718 848	580 712
Dépôts à terme et comptes épargne à régime spécial	62 598	38 344
	781 445	619 056
Dont opérations avec les établissements liés	0	0
Dont opérations à moins de 3 mois	730 580	619 056
Dont opérations entre 3 mois et 1 an	1 500	0
Dont opérations entre 1 et 5 ans	0	0
Dont opérations à plus de 5 ans	0	0

6.6. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :

Dénomination	Adresse du siège social	Part de capital détenue	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable	Prix de marché	PVL/MVL latent
Fonds de garantie	4, rue Helevy - 75009 Paris	ns	94	0	94	na	na
			94	0	94		

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont des titres non cotés.

6.7. Actifs d'impôts :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Impôt courant	5 077	0	9 309	0
Impôt différé	9 939	581	6 287	0
	15 016	581	15 596	0

Les actifs d'impôts courants correspondent principalement à l'impôt groupe d'un montant de 9 468 milliers d'euros diminué des acomptes 2016 pour un montant de 9 597 milliers d'euros, de l'IS à recevoir des filiales pour un montant de 3 911 milliers d'euros ainsi que du solde carry back restant à imputer pour 1 711 milliers d'euros.

Les actifs d'impôts différés correspondent à l'activation des impôts sur les différences temporelles pour 9 939 milliers d'euros.

6.8. Comptes de régularisation et autres actifs / passifs divers. — Les comptes de régularisation actif et passif se composent des éléments suivants :

	2016		2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres actifs / passifs				
Dépôts de garantie reçus / versés	14 152	1 818	12 984	1 048
Créances / dettes fiscales et sociales	3 053	29 906	3 656	40 844
Autres	305	40	457	211
	17 510	31 764	17 097	42 103
Comptes de régularisation				
Produits à recevoir / Charges à payer	26 345	13 929	21 900	10 466
Autres	484	2 733	1 685	2 814
	26 829	16 661	23 585	13 280
	44 338	48 425	40 682	55 383

Le poste dettes fiscales et sociales est constitué principalement de charges de personnel et charges sociales y afférentes.

Les produits à recevoir et charges à payer correspondent essentiellement à des commissions à facturer ou à régler.

6.9. Immobilisations :

INTITULES	Immobilisation			
	31/12/2015	Acquisition	Cession/Mise au rebut	31/12/2016
Immobilisation incorporelles				
-Fonds commercial	5 665	5 927	0	11 592
-Autres	6 556	156	0	6 712
Total :	12 222	6 083	0	18 304

Immobilisation corporelles		20 027	354	0	20 381
Total :		20 027	354	0	20 381
TOTAL		32 249	6 437	0	38 685

INTITULES	Amortissement & provision				Valeur Nette Comptable au 31/12/2016
	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016	
Immobilisation incorporelles					
-Fonds commercial	-5 431	-4 393	0	-9 823	1 769
-Autres	-6 324	-177	0	-6 501	211
Total :	-11 754	-4 569	0	-16 324	1 980
Immobilisation corporelles	-16 921	-1 210	0	-18 130	2 251
Total :	-16 921	-1 210	0	-18 130	2 251
TOTAL	-28 675	-5 779	0	-34 454	4 231

6.10. Ecart d'acquisition :

	Valeur brute	Amortissement & provision		Valeur nette
		Exercice	Cumul	
Goodwill Lloyds	33 800		- 33 800	0
Goodwill Dolphi	13 829			13 829
Au 31 décembre 2015 IFRS	47 629	0	- 33 800	13 829
Goodwill Lloyds	33 800		- 33 800	0
Goodwill Dolphi	13 197			13 197
Au 31 décembre 2016 IFRS	46 997	0	- 33 800	13 197

Les écarts d'acquisition, faisant partie intégrante de l'activité d'UBS (France) SA, ont fait l'objet d'un test de dépréciation sur la base d'une valorisation de la société estimée à 164,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les approches suivantes ont été considérées pour déterminer la valeur de marché de cette entité :

— l'approche intrinsèque qui nécessite la mise en œuvre d'un DDM (Discounted Dividend Model) ;

— l'approche de marché pour laquelle 2 multiples ont été considérés : le multiple d'asset under management et le multiple de résultat net price (Price Earning Ratio).

La valeur de marché d'UBS France au 31 décembre 2016 a été déterminée à partir de la valeur résultant de l'approche intrinsèque, de la valeur moyenne résultant de l'application du multiple d'AuM et de la valeur moyenne résultant de l'application du multiple de PER.

6.11. Provisions :

	31/12/15	Dotation apport	Reprise utilisation	31/12/16
Provision charges de personnel	1 875	4 106	913	5 067
Provision pour indemnités de retraite / médaille du travail	892	176	105	963
Provision contentieux / litiges	3 031	170	54	3 148
Provision pour risques et charges	0	0	0	0
Provision pour contrôle fiscal	17 271	886	17 033	1 123
	23 069	5 338	18 106	10 301

Toute obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable à la date de clôture qu'elle générera une sortie de ressource sans contrepartie fait l'objet d'une provision en fonction de l'appréciation des risques par la direction.

Les provisions pour charges de personnel sont relatives à des indemnités de licenciement individuels ou dans le cadre d'un plan social consécutif à sa stratégie de transformation de la division banque d'investissement.

Les provisions pour départ à la retraite sont calculées par application des hypothèses détaillées au paragraphe Indemnités de fin de carrière ci-après et ne couvrent que les départs à l'initiative de l'employeur.

La provision pour contrôle fiscal a été reprise en totalité pour un montant de 17 033 milliers d'euros suite à la mise en recouvrement en 2016 du montant de l'impôt redressé pour un montant identique.

6.12. Capitaux propres :

	Capital	Réserves consolidées	Résultat	Dividendes	Total
Au 31 décembre 2014	253 760	- 94 783	- 9 822		149 155

Correction provision badwill Lloyds - Ecart d'acquisition		1 264			
Au 31 décembre 2014 - Corrigés	253 760	-93 519	- 9 822	0	150 419
Affectation Résultat 2015		- 9 822	9 822		
Résultat 2015 normes IFRS			30 322		
Au 31 décembre 2015	253 760	- 103 341	30 322	0	180 741
Correction solde d'ouverture		1 208			
Affectation résultat 2015		4 530	-30 322	25 792	
Résultat 2016 normes IFRS			13 056		
Au 31 décembre 2016	253 760	-97 603	13 056	25 792	169 213

L'ajustement en 2016 des réserves consolidées pour un montant de 1 208 milliers d'euros correspond à :

- Immobilisation incorporelle Dolphi pour 278 milliers d'euros
- Impôt différé sur PVL cession mandat UBS AM pour 546 milliers d'euros
- Annulation élimination fonds de commerce real estate pour 384 milliers d'euros

Les impacts sur le résultat proviennent intégralement des éléments du compte de résultat. Il n'y a pas d'impact des autres éléments du résultat global (OCI).

6.13. Capital social :

	2016	2015
UBS International Holdings BV (Amsterdam)	16 640 017	16 640 017
Autres	12	12
	16 640 029	16 640 029

A la clôture de l'exercice 2016, le capital social est fixé à 253 760 442,25 euros et est divisé en 16 640 029 actions ordinaires d'une valeur nominale de 15,25 euros.

La société ne détient pas d'actions propres.

6.14. Dividendes.

La société a procédé aux distributions de dividendes suivants :

Exercice social clos le	Nombre d'actions	Revenus distribués aux actionnaires (en euros)			Dividende net par action (en euros)
		Montant total	Montant éligible à l'abattement de 40 %	Montant non éligible à l'abattement de 40 %	
31/12/2014	27 470 798	Néant	Néant	Néant	Néant
31/12/2015	16 640 029	27 792 044,95	18.60	25 792 026,35	1.55

L'affectation du résultat déficitaire de l'exercice au compte « report à nouveau » sera proposé à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31/12/2016.

6.15. Passifs éventuels. — Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte en février 2011 confiée au Pôle financier du Tribunal de grande instance de Paris, UBS (France) S.A. a été mise en examen le 31 mai 2013 du chef de complicité de démarchage illicite, placée sous le statut de témoin assisté pour blanchiment de fraude fiscale et placée sous contrôle judiciaire. Par la suite, par ordonnance des magistrats en charge de l'instruction judiciaire en date du 18 mars 2015, la Société a été mise en examen pour complicité de blanchiment de fraude fiscale entre 2004 et 2008 et placée sous le statut de témoin assisté pour le même chef entre 2009 et 2012. Cette mise en examen a été assortie d'une caution de 40 millions d'euros. Ce montant, après appel interjeté par la Société, a été sensiblement revu à la baisse à 10 millions d'euros par la Chambre de l'Instruction de la Cour d'Appel de Paris le 11 mai 2015. La Société a reçu mi-février 2016 des juges d'instruction un courrier au terme duquel ils envisagent de clôturer la phase d'instruction du dossier. Le 17 mars 2017, les juges d'instruction ont rendu une ordonnance visant au renvoi, notamment de la Société, devant le Tribunal correctionnel de Paris en raison de « charges suffisantes » retenues contre elle au titre de faits allégués de « complicité de démarchage illicite et de complicité de blanchiment de fraude fiscale ».

Par ailleurs, la Société a été mise en examen pour subornation de témoin et harcèlement moral le 1^{er} mars 2016 pour des faits concernant l'ancien responsable de l'audit interne, pour harcèlement moral le 12 juillet 2016 pour des faits concernant l'ancienne responsable des événements marketing et placé sous le statut de témoin assisté pour harcèlement moral le 13 mars 2016 pour des faits concernant un ancien chargé d'affaires à la suite d'une plainte déposée en 2011 contre la Société, notamment par ces anciens salariés.

Sur le fond, ayant recueilli l'avis de ses avocats, en l'état des procédures, la Société considère qu'elle dispose d'arguments sérieux pour contester les faits reprochés. A ce stade, l'évaluation d'un risque de condamnation est de fait prématurée et les éventuelles conséquences financières ne peuvent être déterminées. Il existe donc une incertitude sur l'évolution de ces procédures et sur les éventuelles conséquences financières qui pourraient en résulter.

7. Engagements hors bilan.

Engagements donnés :

	2016	2015
Engagements de financement	165 484	144 050
Engagements de garantie	46 159	55 346

Engagement sur titres	0	0
	211 643	199 396

Les engagements de financement en faveur de la clientèle correspondent à la part non utilisée des autorisations de découvert.

Les engagements de garantie donnés correspondent à des engagements en faveur de la clientèle.

Engagements reçus :

	2016	2015
Engagements de financement	0	850 000
Engagements de garantie	212 312	212 703
Engagement sur titres	0	0
	212 312	1 062 703

Les engagements de financement reçus correspondent principalement à l'accord de refinancement reçu du groupe pour un montant de 850 000 milliers d'euros a été résilié en 2016.

Les engagements de garantie correspondent aux contre-garanties émises par le groupe.

8. Compléments d'informations sur le compte de résultat.
(Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros.)

8.1. Intérêts :

	2016		2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	2 886	1 382	3 064	953
Opérations avec la clientèle	1 088	24 786	992	24 292
	3 974	26 168	4 056	25 245

8.2. Commissions :

	2016		2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations sur titres	1 173	39 832	1 330	51 956
Prestations de services financiers	269	46 650	123	49 970
	1 442	86 481	1 453	101 926

8.3. Produits / Charges des autres activités :

	2016		2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits rétrocédés / charges refacturées	4 980	0	5 723	0
Opérations de change	186	3 598	0	6 482
Produits / charges divers et accessoires	0	139	1 243	67
Subvention d'exploitation	0	11 100	0	0
Indemnités de fonctionnement	0	3 850	0	3 850
	5 165	18 687	6 966	10 399

Les produits rétrocédés sont principalement réalisés avec les sociétés du Groupe UBS.

8.4. Charges générales d'exploitation :

	2016	2015
Salaires et traitements	42 041	42 289
Charges de retraite	4 036	4 027
Autres charges sociales	10 834	14 272
Participation des salariés	869	2 252
Impôts et taxes	6 793	7 108
Locations	6 049	6 041
Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	14 548	11 594
Transports et déplacements	1 086	1 230

Autres charges générales d'exploitation (hors provisions)	8 343	7 004
Provision charges générales d'exploitation	- 12 767	-13 454
	81 833	82 364

Au 31 décembre 2016 le groupe UBS Holding (France) SA employait 297 personnes dont la ventilation est comme suit :

	Non cadre	Cadre	Total
Total effectif	20	277	297

8.5. Coût du risque :

	2016	2015
Dotation / reprise provision pour dép. comptes clients	98	217
Dotation / reprise provision pour risques et charges	0	0
Dotation / reprise provision pour dépréciation créances	- 92	- 219
Récupération / perte sur créances	0	0
	6	-2

8.6. Situation fiscale / Impôt sur les bénéfices :

	2016	2015
Résultat net avant impôt	31 260	72 547
Différences temporelles (A)	-12 873	1 108
Différences permanentes (B)	9 532	-40 751
Bénéfice (perte) fiscal (droit commun)	27 919	32 904
Imputation déficit reportable / report déficit (D)	0	0
Bénéfice (perte) fiscal taxable (droit commun)	27 919	32 904
Taux d'impôt courant (basé sur le résultat net avant impôt)	34 %	34 %
Impôt théorique	10 735	24 927
Total impôt théorique (A)	10 735	24 927
Impôt exigible	27 251	11 288
Impôts différés actifs (différences temporelles)	0	- 629
Impôts différés passifs (différences temporelles)	0	0
Créance d'impôts report en arrière des déficits de l'exercice	0	0
Impôt sur exercice antérieur	0	396
Total charge/produit d'impôt comptabilisée (B)	27 251	11 055
Ecart (B-A)	16 516	-13 872
Impôt théorique sur différences temporelles (non activées) (A)	-4 421	380
Impôt théorique sur différences permanentes (B)	3 273	- 14 002
Impôt théorique sur différences temporelles (activées)	0	- 629
Crédit d'impôt imputé	-120	-17
Impôt 3% sur dividendes	774	0
Impôt sur exercice antérieur	17 009	396
Impôt théorique sur déficit reportable (D)	0	0
Total	16 516	-13 872

8.7. Impôts sur les bénéfices. — Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 9 468 milliers d'euros.

Le montant des impôts différés se présentent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015	Variation
Impôt différé actif	9 939	6 833	3 106
Impôt différé passif	-581	-759	179
Total	9 358	6 074	3 285

8.8. Impôt sur intégration fiscale. — L'économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'utilisation au niveau du groupe intégré des déficits fiscaux cumulés reportables de ses filiales s'élève à 82,2 millions d'euros.

8.9. Rémunération des organes de direction. — En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014, nous vous précisons que le montant global des rémunérations versées, au titre de l'exercice 2016, par UBS Holding (France) SA et ses filiales, aux dirigeants sociaux s'élevait à 3 030 milliers d'euros.

Le montant des jetons de présence versés au cours de l'exercice aux membres des conseils d'administration ou de surveillance d'UBS Holding (France) SA et de ses filiales s'élève à 10 milliers d'euros.

8.10. Indemnités de fin de carrière. — Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés lors de leur départ en retraite s'élèvent à 786 milliers d'euros dont 33 milliers d'euros affectés aux mandataires sociaux et font l'objet d'une provision au 31 décembre 2016.

Ces indemnités sont calculées en utilisant la méthode rétrospective sur la base du salaire annuel théorique, de l'ancienneté et de l'âge de l'employé, en accord avec la réglementation en vigueur.

8.11. Depuis le 31 décembre 2016, il n'est survenu aucun événement important susceptible d'avoir une incidence sur les comptes 2016.

Il convient néanmoins de signaler que, à l'issue de près de six ans d'enquête et d'instruction, les juges d'instruction ont rendu en date du 17 mars 2017 une ordonnance de renvoi concernant notamment la Société devant le Tribunal correctionnel de Paris, en raison de « charges suffisantes » retenues contre elle au titre de faits allégués de « complicité de démarchage illicite et de complicité de blanchiment de fraude fiscale ».

8.12. Honoraires Commissaires aux comptes. — Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en 2016 par le groupe s'élève à :

Ernst & Young	294 216
Cabinet Denjean	67 032
Total	361 247

IV. — Attestation des Commissaires aux comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.15 de l'annexe relative à l'incertitude sur les conséquences financières du renvoi devant le Tribunal correctionnel au titre de faits allégués de complicité de démarchage illicite et de complicité de blanchiment de fraude fiscale.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de l'arrêté des comptes, votre groupe est conduit à effectuer des estimations comptables significatives portant notamment sur l'évaluation des provisions (notes 4.8, 6.11 et 6.15 de l'annexe des comptes consolidés) et sur l'évaluation des écarts d'acquisitions (note 6.10 de l'annexe des comptes consolidés). Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 16 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DENJEAN & ASSOCIES :

Thierry Denjean ;

ERNST & YOUNG Audit :

Luc Valverde.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est disponible pour consultation au siège social.

1703172